
M.E.S., Numéro 132, Vol. 2, janvier – février 2024

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 20 février 2024



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, janvier - février 2024

QUELLE POLITIQUE MONETAIRE POUR UNE ECONOMIE FORTEMENT DOLLARISEE ?

Cas de la RD Congo

par

Gaspary MUANDA BUASA

Chef de Travaux

Benjamin KONGOLO TSHISUAKA

Assistant

*(Tous) Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Université de Kinshasa*

Résumé

Au regard de la forte dollarisation que caractérise l'économie congolaise, le présent article se fixe comme objectif non seulement de vérifier l'impact de la dollarisation de l'économie congolaise sur l'efficacité de la politique monétaire, mais aussi de proposer de la politique monétaire qui soit compatible à cette situation. Pour y parvenir, l'aspect purement économétrique a été adopté par la modélisation ARDL à l'issue duquel il est remarqué que les instruments utilisés par la BCC pour stabiliser le niveau général des prix ne lui permettent pas d'atteindre cet objectif à cause de l'abandon de la monnaie nationale au détriment de dollar américain.

Pour faire face à cette situation, l'étude suggère la mise en œuvre de la politique monétaire axée sur des instruments directs et non conventionnel et d'en tenir compte de la structure économie avant la mise en œuvre de ces politiques.

Mots-clés : *politique monétaire, dollarisation, RD Congo*

Abstract

In view of the strong dollarization that characterizes the Congolese economy, this article sets itself the objective not only of verifying the impact of the dollarization of the Congolese economy on the effectiveness of monetary policy but also of proposing policy monetary policy is compatible with this situation. To achieve this, the purely econometric aspect was adopted by ARDL modeling from which it is noted that the instruments used by the BCC to stabilize the general price level do not allow it to achieve this objective because of the abandonment of the national currency to the detriment of the American dollar.

To deal with this situation, the study suggests the implementation of monetary policy focused on direct and unconventional instruments to take into account the economy structure before implementing these policies.

Keywords : *monetary policy, dollarization, DR Congo*

INTRODUCTION

L'histoire de la République Démocratique du Congo montre que plusieurs maux ont caractérisé son économie, surtout la décennie 90 où il a été observé au sein de l'économie congolaise une longue suite de taux de croissance négative, une hyperinflation inédite, une crise d'endettement sévère, de constantes dépréciations monétaire, une vulnérabilité récurrente aux soubresauts de la conjoncture extérieure du fait de la dépendance aux produits miniers d'exportation ainsi qu'une forte dollarisation de l'économie.¹

Cette situation a nécessité des sérieuses études de faisabilité dans le but de mettre en œuvre des politiques économiques idoines pour arrêter cette hémorragie économique qui a paralysé l'économie nationale pendant plus de 10 ans.

Parmi les politiques économiques réformées, figure la politique monétaire. Le choix de la réforme de celle-ci se justifie par le niveau de l'inflation qu'a connu le pays pendant cette période, soit 9797% en 1994.

¹ KABUYA K, F. et TSASA K. J.-P., *Macroéconomie : Fondement, micro fondements et politiques*, Edition Hermann, Paris, 2018, p. 8.

Analyser la politique monétaire de la RDC, revient à s'interroger sur les mécanismes mis en œuvre par la Banque Centrale du Congo pour faire face à l'instabilité de l'économie. Pour y faire, la politique monétaire de la BCC s'est fixée comme objectif la stabilité du niveau général des prix. Pour atteindre cet objectif, la BCC contrôle la quantité de la masse monétaire en circulation à travers le coefficient des réserves obligatoires, le taux de réescompte imposé aux banques commerciales et l'intervention sur le marché de change sur le Bon de la BCC.

Malgré les différentes réformes mises en œuvre pour casser l'instabilité de l'économie, celle-ci reste toujours dollarisée ce qui rend la politique monétaire inefficace puis que la demande de la monnaie n'est pas faite en monnaie nationale.

Au regard de de cette situation, la présente étude soulève cet interrogatif : quelle politique monétaire peut-on appliquer dans une économie dollarisée ? quelle politique monétaire peut-on appliquer en RDC ?

L'objectif de cet article est d'une part de mesurer l'impact de la dollarisation sur la politique monétaire de la BCC et d'autre part déterminer la politique monétaire à mettre en œuvre dans une économie dollarisée comme la RDC.

Pour atteindre cet objectif, la méthodologie basée sur la méthode analytique, descriptive historique ainsi que la technique documentaire et économétrique sera utilisée.

Hormis la présente introduction et la conclusion qui y met un terme, cette réflexion est structurée en trois parties. Le premier analyse les considérations théoriques sur les concepts, le deuxième livre l'approche économétrique en enfin le dernier présente la politique monétaire pour la RDC.

I. CONSIDERATIONS THEORIQUES ET CONCEPTUELLES

Le premier point de ce travail essaye d'élucider les concepts essentiels de cette étude à savoir la politique monétaire (i) et la dollarisation (ii).

1.1. Politique monétaire de la Banque Centrale du Congo

Ce point qui porte sur la politique monétaire fait un aperçu sur la politique monétaire mise en œuvre par la RDC.

1.1.1. Définition de la politique monétaire

La politique monétaire est une politique publique menée par la banque centrale dans le but d'assurer la stabilité du niveau général des prix par la régulation de la quantité de la monnaie en circulation.

Le cadre général de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo est régi par la loi n° 18/027 du 13 décembre 2018, relative à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo et principalement en son article 10, points 31 et 17, lequel stipule ce qui suit : « la Banque Centrale du Congo a la responsabilité exclusive de la définition et de la mise en œuvre de la politique monétaire dont elle détermine en toute indépendance les objectifs monétaires intermédiaires, les instruments et les modalités d'exécution qu'elle fixe par voie d'instruction ».²

1.1.2. Objectifs de la politique monétaire

La politique monétaire vise plusieurs objectifs réunis à 3 à savoir, l'objectif final, intermédiaire et opératoire.

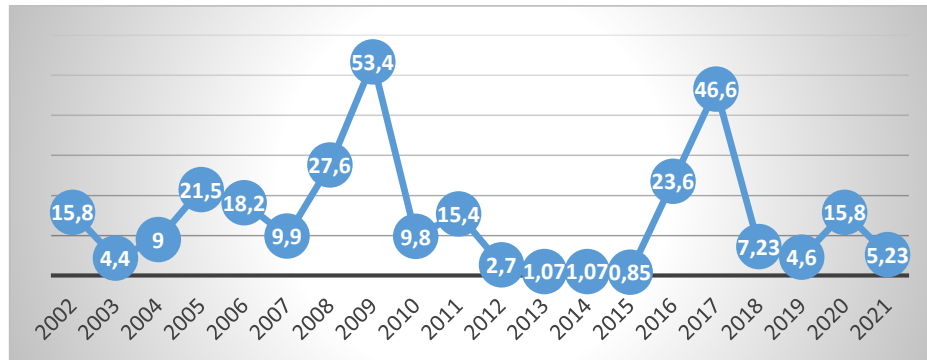
² BCC, Rapport sur la politique monétaire 2021, octobre 2022, pp. 37-38.

1.1.2.1. Objectif final

Concernant les objectifs de la politique monétaire mise en œuvre par la BCC, l'article 9 de la Loi précitée dispose que la politique monétaire a pour objectif principal d'assurer la stabilité du niveau général des prix.³

Cette stabilité du niveau général des prix est la condition nécessaire à la croissance et au développement à long terme.

Figure n° 1 : Evolution du taux d'inflation fin période de la RDC



Source : Auteur sur base de données de la BCC 2002-2021.

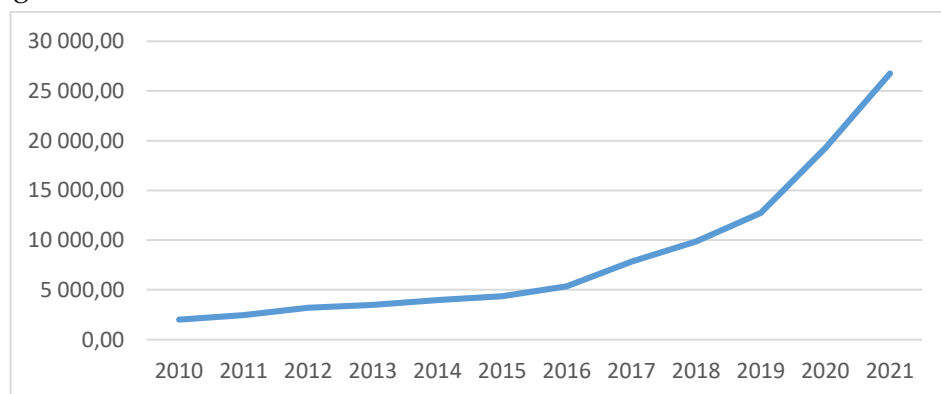
Cette source est la même pour le reste des tableaux

Cette figure retrace l'évolution du taux d'inflation réalisé en RDC entre 2002 et 2021, il se situe en moyenne à 14,68%. Il sied de noter qu'il est assez élevé pour la RDC.

1.1.2.2. Objectif intermédiaire et opératoire

La Banque Centrale du Congo pratique le ciblage monétaire avec comme objectif intermédiaire l'offre de monnaie en monnaie nationale. L'objectif opératoire est la base monétaire au sens strict. L'institut d'émission doit veiller à tout moment à ce que le rapport entre l'offre de monnaie et la base monétaire, en d'autres termes, le multiplicateur monétaire soit stable. Dans ce cas, la politique monétaire s'assure du contrôle de l'offre de monnaie à partir de la régulation de la base monétaire : toute augmentation ou diminution de la base monétaire entraîne une évolution dans le même sens de l'offre de monnaie. Ainsi, en situation de stabilité du multiplicateur monétaire, un lien direct peut être établi entre la base monétaire et le niveau général des prix.⁴

Figure n°2 : Evolution de la masse monétaire en milliard de CDF

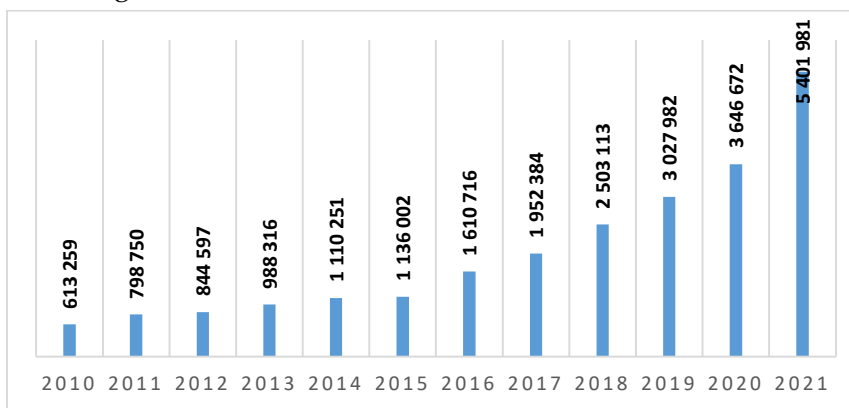


La figure ci-dessus retrace l'évolution de la masse monétaire de la BCC entre 2010 et 2021. Il sied de noter que pendant cette période, la masse monétaire augmente en moyenne de 20% avec un pic de 33% en 2020 et un taux faible de 8% en 2012.

³ Journal officiel, Loi n° 18/027 du 13 décembre 2018, relative à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, 2018, Article 9.

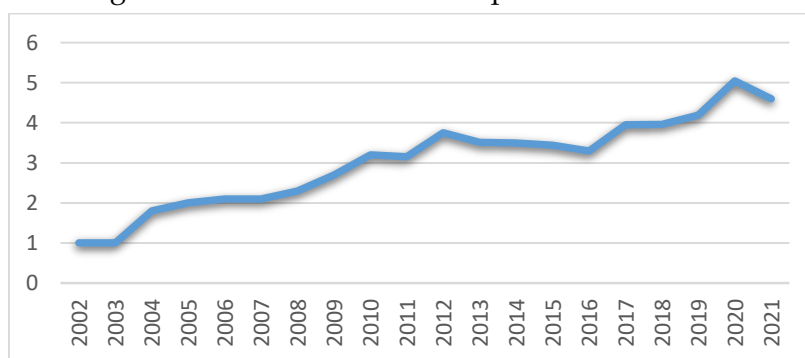
⁴ BCC, *op.cit*, p.40.

Figure n°3 : Evolution de la base monétaire de la BCC



Cette figure retrace l'évolution de la base monétaire de la RDC, c'est-à-dire la quantité de la monnaie centrale que la BCC met en circulation chaque à année, il est remarqué qu'elle évolue assez vite.

Figure n°4 : Evolution du multiplicateur monétaire



Le multiplicateur monétaire indique la mesure dans laquelle la Banque Centrale contrôle l'offre de monnaie à partir des inflexions imprimées sur la base monétaire ou monnaie centrale. Si le rapport entre l'offre de monnaie et la base monétaire est stable, les inflexions de la politique monétaire s'avèreront efficaces. En cas d'envolée de l'inflation, une baisse de la base monétaire par la Banque Centrale va induire celle de l'offre de monnaie laquelle va se répercuter sur le niveau général des prix.

La figure ci-dessus qui retrace l'évolution du multiplicateur monétaire montré qu'il est loin d'être stable, bien que son évolution reste très faible.

1.1.3. Instruments de la politique monétaire

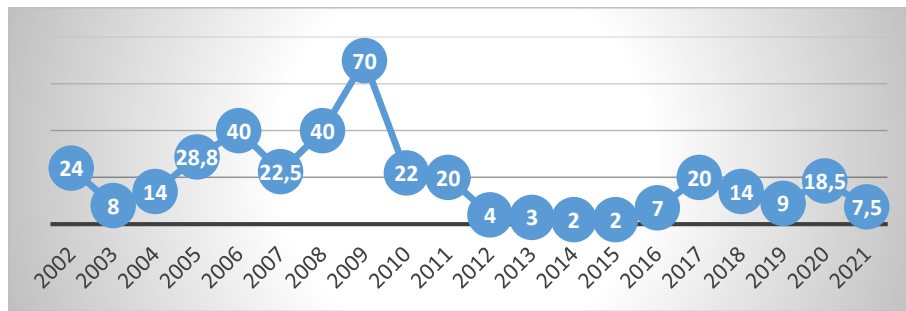
Etant les moyens qui lui permettent d'atteindre ses objectifs, la BCC recourt aux instruments suivants pour atteindre ses objectifs :

1.1.3.1. Taux d'intérêt sur le refinancement

Lorsqu'une banque commerciale se retrouve à cours des liquidités, elle peut s'adresser à l'institut d'émission en lui demandant de réescompter une partie de titres représentatifs de ses créances sur l'économie qu'elle dispose dans son portefeuille.

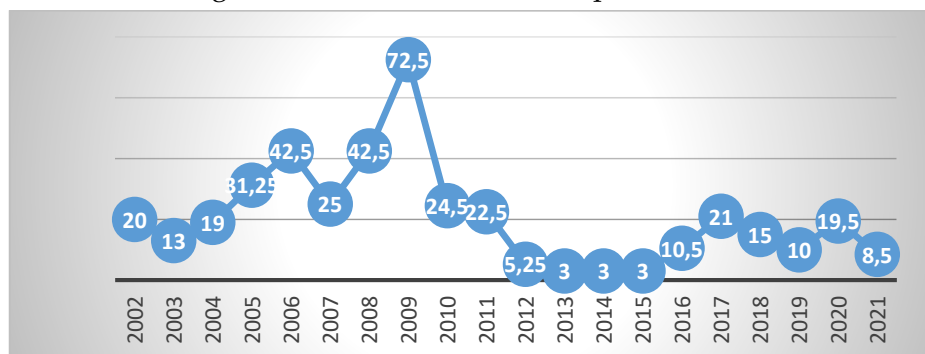
Pour y faire, la BCC dispose trois guichets de refinancement aux banques commerciales, à savoir : prêt à court terme, facilités permanentes et prêt spécial.

Figure n°5 : Evolution du taux directeur de la BCC



La figure ci haut retrace l'évolution du taux directeur que la BCC depuis la réforme de 2002 jusqu'à 2021. Il est remarqué que ce taux se comporte en dent de scie dont le pic est réalisé en 2009 avec 70% et le plus faible en 2014 et 2015 avec 2%.

Figure n°6 : Taux de la facilités permanentes



C'est le taux qui est appliqué aux emprunts effectués dans le guichet de facilité permanente de la BCC. Il s'agit du taux directeur majoré d'une margé.

1.1.3.2. Coefficients de la réserve obligatoire

Cette politique est utilisée par les banques centrales dans le contexte des réglementations par lesquelles les banques centrales obligent les banques commerciales à respecter un coefficient de réserves minimal.

La BCC utilise généralement cet instrument pour faire face aux chocs structurels de l'économie.

Ces derniers sont discriminés, suivant la monnaie et la maturité des dépôts. À cet effet, quatre coefficients distincts sont utilisés :

- le coefficient appliqué sur les dépôts à vue en devises ;
- le coefficient appliqué sur les dépôts à terme en devises ;
- le coefficient appliqué sur les dépôts à vue en monnaie nationale ;
- le coefficient appliqué sur les dépôts à terme en monnaie nationale.

Les différents dépôts sont des assiettes à partir desquelles sont constituées les réserves obligatoires. Jusqu'à fin décembre 2021, les réserves obligatoires étaient levées en monnaie nationale, indistinctement de la monnaie des dépôts.

Tableau I. Coefficient de réserves obligatoires

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépôts à vue MN	7	7	5	2	0	2	2	2	0	0
Dépôts à terme en MN	7	7	0	0	2	0	0	0	0	0
Dépôts à vue en ME	7	8	8	8	12	13	13	13	13	13
Dépôts à terme ME	7	7	7	7	13	12	12	12	12	12

Ce tableau montre les différents coefficients des réserves obligatoires fixés par la BCC pour la monnaie nationale et étrangère entre 2012 et 2021.

1.1.3.3. Fourchettes d'adjudication du Bon BCC

A la place de l'*open market policy* que la RDC n'utilise pas faute de l'existence du marché financier, la BCC utilise cet instrument pour les fluctuations de la liquidité bancaire, à savoir les avoirs libres des banques en les livres de la Banque Centrale. Cette dernière émet un titre de dette à court terme appelé « Bon de la Banque Centrale du Congo », lequel est acheté par les banques commerciales moyennant rémunération via le taux directeur minimum. Les opérations y relatives sont organisées suivant des fréquences hebdomadaire, mensuelle et trimestrielle

Tableau II. Coefficient des réserves obligatoires de la BCC

Taux de coeff.	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
à 7 jours	0,2	1,72	1,82	0,47	4,22	15,13	1,57	2	12	8,5
à 14 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
à 28 jours	2,13	1,63	1,58	0,51	0	20	4	2,51	0	8,16
à 84 jours	0	0	1,72	0,38	0	0	10	4,3	0	0

1.2. Dollarisation en RDC

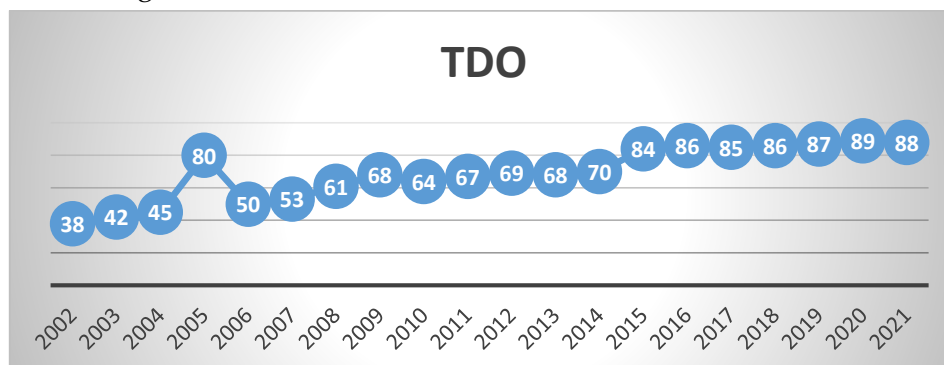
Défini comme étant l'évolution selon laquelle le dollar américain s'impose de plus en plus comme réserve de valeur, unité de compte et parfois intermédiaire des échanges pour certains produits⁵, la dollarisation de l'économie congolaise est née dans un contexte caractérisé par la récession, l'hyperinflation et la dépréciation de la monnaie nationale vers les années 1990. La dollarisation était une mesure protectrice mise en œuvre par des agents économiques pour se protéger contre la perte de leur pouvoir d'achat. Pour éradiquer ce fléau qui présente beaucoup d'inconvénients, plusieurs politiques ont été élaboré notamment celle de 2012.

Ces mesures ont été axées sur⁶ :

- la dédollarisation des paiements, mesures devant promouvoir le franc congolais comme moyen de paiement ;
- la dédollarisation financière, actions prises pour inciter les résidents à détenir les actifs monétaires en franc congolais, et
- la dédollarisation réelle, décisions d'utiliser le franc congolais comme unité de compte dans toutes les transactions.

Malgré l'application de ces mesures, le taux de la dollarisation ne fait qu'augmenter comme le montre la figure ci-dessous.

Figure n°7 : Evolution du taux de la dollarisation en RDC



⁵ L. MAUX (Le), « Dollarisation officielle : Analyse critique et alternative », in *L'actualité économique*, Volume 79, n°3, septembre 2003, p 367-391,

⁶ MUKUNDI NYEMBO, « Recours aux instruments monétaires non conventionnelles par les grandes banques centrales : une leçon pour la dédollarisation de l'économie congolaise », in *Cahiers économiques et sociaux*, Institut des Recherches Economiques et sociales, édition spéciale, 2017, p 175

La figure ci-dessus passe en revue l'évolution du taux de la dollarisation de l'économie congolaise entre 2002 et 2021. Il sied de noter que ce taux ne fait qu'augmenter jusqu'à atteindre 88% en 2021.

II. APPROCHE ECONOMETRIQUE

Pour vérifier l'impact de la dollarisation de l'économie sur l'efficacité de la politique monétaire, l'approche économétrique sera utilisée pour capter l'ampleur, la direction et la durée auxquelles la variation du taux de la dollarisation affecte l'efficacité de la politique monétaire.

En effet, la politique monétaire est dite efficace lorsqu'elle est à mesure de stabiliser le niveau général des prix, c'est-à-dire avoir un taux d'inflation bas. Pour y parvenir, la BCC contrôle la quantité de la masse monétaire à travers ses instruments qui sont le taux directeur, le coefficient des réserves obligatoire et le bon BCC. Il est question dans ce point d'établir la relation de cointégration entre l'inflation (INF), le taux directeur de la banque centrale (TD), le coefficient des réserves obligatoires (CROE) et taux de la dollarisation de l'économie (TDO) tous en logarithme pour vérifier l'impact de la dollarisation sur la politique monétaire mise en œuvre par la BCC.

2.1. Test de racine unitaire⁷

Les séries chronologiques sont souvent non stationnaires, il est primordial de procéder au test de stationnarité qui conditionne la méthode d'estimation. Comme cela a été souligné par Perron (1997), en présence de changement structurel sur les séries macroéconomiques, le test de racine unitaire de Dickey Fuller augmenté (ADF) est biaisé en faveur de l'hypothèse de l'absence de racine unitaire, il est donc recommandé de recourir au test de Philips - Perron pour remédier au biais qui serait engendré par le changement structurel.

Tableau III. Tests de racine unitaire de Dickey Fuller Augmenté

VARIABLE	TEST DE ADF EN NIVEAU		TEST DE ADF EN DIFFERENCE PREMIERE		ORDRE D'INTEGRATION	DECISION
	ADF	VCM au seuil de 5%	ADF	VCM au seuil de 5%		
LTINFL	-19.6215	-3.658446			I(0)	S
LTDOLL	-1.54425	-3.658446	-4.75844	-3.67361	I(1)	S
LCRO	-1.472311	-3.658446	-4.138219	-3.67361	I(1)	S
LTDIR	-3.01994	-3.658446	-5.47957	-3.67361	I(1)	S
LTDOLTDIR	-2.93084	-3.658446	-5.478188	-3.67361	I(1)	S

Source : tableau fait par l'auteur sur base de résultat de Eviews

Au seuil de 5% toutes les variables sont non stationnaires à l'exception du taux de l'inflation. Les autres variables deviennent stationnaires après la différence première. Comme l'ordre de stationnarité la cointégration des variables se fait par l'approche ARDL (autorégressif à retard échelonné).

2.2. Test de cointégration à la borne

Dans un modèle ARDL, le test de cointégration à la borne permet de tester la relation à long terme entre les variables. Le test de cointégration à la borne offre un certain nombre d'avantage par rapport au test de cointégration de Johannes : il peut être appliqué à l'échantillon de petite taille, il permet l'intégration des variables dummy. (Habibi dan Rahim, 2009).

⁷ KIBALA J., Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels, in Hal open Science, HAL Id: cel-01766214, 2018.

Tableau IV. Test de Bound

F-statistique	Bound critical value $\alpha=0.05$	
	I(0)	I(0)
10.56	2.56	3.45

Source : Auteur sur Eviews 10

Le tableau ci-dessus sur le test de bond montre que la valeur empirique de la statistique de Fisher rapporté est supérieure à la borne inférieure et à la borne supérieure. Ceci confirme l'existence d'une relation de long terme.

2.3. Modélisation

La spécification du modèle ARDL (1 1 1 1 1) est la suivante : $\text{tinfl} = \text{tinfl}(-1) + \text{dtdoll} + \text{dtdoll}(-1) + \text{dcro} + \text{dcro}(-1) + \text{dtdir} + \text{dtdir}(-1)$

Le modèle ARDL en cointégration estimé est :

$$\text{TINFL} = 3.020984 - 0.892325 \text{ TINFL}(-1) - 0.001387 \text{ TDOLTDIR}(-1) - 0.228953 \text{ CRO}(-1) + 0.596228 \text{ TDIR}(-1) + 0.055086 \text{ TDOLL}(-1) + 0.006442 \text{ D(TDOLTDIR)} + 0.718161 \text{ D(CRO)} + 0.374962 \text{ D(TDIR)} - 0.572124 \text{ D(TDOLL)} - 0.853946 \text{ CointEq}(-1)$$

Le coefficient de détermination R^2 est de 0.919788, ce qui signifie que 92% des fluctuations du taux d'inflation sont expliqués par le modèle. On remarque le coefficient d'ajustement est de -0.853946 ce qui veut dire que 85% du déséquilibre de la période précédente est ajusté dans les périodes suivantes.

Au regard de l'objectif principal de cette étude, il est question de répondre à l'interrogatif selon lequel à combien de % la variation du taux de la dollarisation affecte la stabilité du niveau général des prix ? le résultat des estimations montre que lorsque le taux de l'abandon monétaire (taux de la dollarisation varie de 1%), l'inefficacité de la politique monétaire augmente de 0,57%. Donc, avec un taux moyen de la dollarisation de l'économie congolaise de 90%, la politique monétaire de la BCC a une probabilité de 51,3% de ne pas être en mesure de stabiliser le niveau général des prix.

2.4. Interprétation

Ainsi montré par les analyses économétriques que la dollarisation de l'économie congolaise rend la politique monétaire de la BCC inefficace à atteindre son objectif de stabiliser le niveau général des prix. Quelques explications sont fournies pour justifier ce comportement de l'économie congolaise. Premièrement, le besoin de la liquidité dans l'économie congolaise est exprimé en dollar ce qui rends les instruments de la politique monétaire inefficace à contrôler cette demande de monnaie ; deuxièmement, le fait que la demande de monnaie en RDC est faite en 90% en dollar, les banques commerciales ne recourent quasiment pas aux refinancements auprès de la Banque centrale du Congo. Cette situation fait que les variations de taux directeur ne se traduisent pas directement sur la masse monétaire et par ricochet sur l'inflation.

III. POLITIQUE MONETAIRE POUR LA RD CONGO

Cette étude a montré que la modification des instruments de la politique monétaire de la BCC à savoir le taux directeur, le coefficient des réserves obligatoires et le bon BCC pour stabiliser le niveau général des prix se solde toujours par un échec, d'où il est nécessaire de recourir à d'autres politiques monétaires.

Pour faire face aux différentes crises (crise de Subprime et Covid 19) qui ont frappé les économies du monde, les grandes banques centrales du monde à savoir la FED et la BCE n'ont pas hésité à appliquer des politiques monétaires non conventionnelles.

La BCC doit suivre cet exemple en tenant compte de la dollarisation de son économie enfin d'adapter sa politique monétaire à cette réalité dévastatrice. Car, il a été démontré que : i) la baisse du taux directeur à un niveau historiquement bas, n'a presque plus d'effet sur le secteur réel de l'économie ; ii) la baisse du coefficient des réserves obligatoires voire la discrimination en faveur des

dépôts en monnaie nationale par rapport à ceux en devise pourtant cet instrument n'influe en rien sur le comportement des banques qui restent très liquides ; et iii) en la vente et le rachat des Bons de la BCC, fort malheureusement les opérations sur ces titres ne concernent qu'une infirme partie des agents économiques (les banques), les autres établissements de crédit étant exclus de ce marché.

Au regard de la structure économique de la RDC caractérisée par l'absence des banques commerciales nationales, la concentration des banques dans les grandes villes, discriminations des crédits, surtout le refus de celles-ci à vouloir financer l'agriculture et autres secteurs porteur de croissance, la BCC devrait appliquer les instruments directs de la politique monétaire pour lui permettre non seulement à stabiliser les prix, mais aussi à booster son économie par la création des banques spécialisées.

CONCLUSION

Cette réflexion axée sur l'efficacité de la politique monétaire dans un contexte de la dollarisation s'est fixée comme objectif d'une part, de vérifier empiriquement l'impact de la dollarisation de l'économie sur l'efficacité de la politique et d'autre part, de proposer des politiques monétaires idoines.

Pour y parvenir, l'aspect purement économétrique a été adopté par la modélisation ARDL à l'insu duquel l'étude est arrivée à la conclusion selon laquelle la politique monétaire mise en œuvre dans le contexte de la dollarisation de l'économie est inefficace. L'économie congolaise est dollarisée en moyenne à 90%, c'est-à-dire 90% de la demande de la monnaie est faite en dollar américain, la BCC exerce son contrôle qu'en terme de 10%. Ce qui lui empêche de contrôler la totalité de la masse monétaire en circulation entraînant par conséquence, l'inflation.

Pour pallier à cette situation, l'étude suggère que la BCC oriente sa politique monétaire en tenant compte de la réalité et de la structure économie du pays, en plus elle doit l'adapter au contexte du moment comme dans les cas de choc externe ou interne.

BIBLIOGRAPHIE

- BCC, Rapports annuels, 2002-2021.
- Journal officiel, Loi portant organisation et fonctionnement de la BCC, Article 3, 2018
- KABUYA F. et TSASA J.-P., *Macroéconomie : Fondement, microfondements et politiques*, édition Hermann, 2018.
- KIBALA J., Modélisation ARDL, « Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto: éléments de théorie et pratiques sur logiciels », in *Hal open Science*, HAL Id: cel-01766214, 2018.
- MAUX, L. (Le), « Dollarisation officielle : analyse critique et alternative », in *L'actualité économique*, Volume 79, n°3, septembre 2003, p 367-391,
- MUKUNDI NYEMBO, « Recours aux instruments monétaires non conventionnelles par les grandes banques centrales : une leçon pour la dé-dollarisation de l'économie congolaise », in *Cahiers économiques et sociaux*, Institut des Recherches Economiques et sociales, édition spéciale, 2017.